

Thibaut MARCHAL
candidat titulaire
La France Insoumise
Yvelines – 1ère circo.
Fi78.circo1@gmail.com

A l'attention de
Saclay Citoyen

Mesdames, Messieurs,

Vous nous avez interpellés à juste titre sur notre position en tant que candidat-e-s sur un territoire directement concerné par le projet en cours d'emménagement du plateau de Saclay ainsi que sur votre proposition de moratoire. J'ai signé en ligne votre pétition de demande de moratoire !

En tant que député de La France Insoumise, je serais un élu de toute la nation au service de l'intérêt général, et non un élu local, et c'est en ce sens que ma réponse argumentée va être volontairement large et générale. Tous mes arguments sont issus du programme « l'avenir en commun » défendu par toutes et tous les candidat-e-s de la France insoumise et qui après avoir été élaboré collectivement a été proposé par Jean-Luc Mélenchon à tous les français lors des dernières présidentielles. Nous continuons à penser qu'il faut convaincre autour de ce programme et n'avons pas fait d'ajustements « racoleurs » entre les présidentielles et les législatives...

Pour commencer, je fais mien votre slogan : « Stop au béton sur les terres agricoles du plateau de Saclay » ! Notre premier argument est celui que nous appelons la « planification écologique », avec une problématique d'aménagement du territoire respectueuse de l'environnement et le refus des Grands projets inutiles et imposés (GPII).

Quelques métropoles reliées entre elles par le TGV et tant pis pour le reste du pays. C'est la ligne appliquée en matière d'aménagement du territoire depuis des années. Bilan : des territoires ruraux et des petites villes abandonnés, des métropoles explosées entre ghettos de riches et quartiers pauvres. Remettons de l'ordre et de la justice dans l'organisation du pays.

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

- Arrêter les grands projets inutiles, comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- Inverser la logique des métropoles et des méga-régions, de la compétition entre territoires
- Stopper l'étalement urbain en incitant au rapprochement entre bassins de vie et bassins d'emploi
- Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires.

Cet aménagement en cours supprime des terres agricoles. Il est donc utile ici de rappeler nos proposition dans ce domaine. L'agro-business détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. Les maux sont connus : pesticides chimiques, gigantisme agricole, ultra-spécialisation et soumission au libre marché. À terme, ce système met à mal notre capacité à nourrir l'humanité. On peut faire autrement : produire mieux pour se nourrir mieux !

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

- Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC
- Stopper les projets de fermes usines
- Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics

- Favoriser les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place et plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs.

Ensuite, la façon dont s'est décidé et est financé le projet de Saclay pose problème. Le règne de l'oligarchie est aussi celui du pillage sans limite ni honte des biens publics. Infrastructures, services publics, fleurons industriels ou technologiques, industries de souveraineté : combien de privatisations à vil prix, de partenariats abusifs, d'argent confisqué, voire détourné ? L'intérêt général doit être défendu et protégé de ses adversaires par la loi et la justice.

- Nous proposons notamment de décréter un moratoire sur les partenariats public-privé (PPP), abroger les dispositions législatives les permettant et pratiquer un audit de ceux qui sont en cours.

Enfin, votre interpellation questionne la politique de recherche universitaire que nous voulons. Précarité des étudiants, doctorants et jeunes diplômés, concurrence entre établissements, financements insuffisants et aléatoires, abandon de formations de proximité partout sur le territoire... C'est dans l'enseignement supérieur que les conséquences de la marchandisation sont les plus avancées. Tout est à reconstruire.

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

- Réorganiser les grands instituts publics de recherche (CNRS, Inserm, Inra, etc.), garants des recherches d'intérêt général et supprimer l'ANR
- Redonner à l'enseignement supérieur et à la recherche les moyens nécessaires au développement du savoir et de la qualification professionnelle
- Créer, dans chaque université, une université populaire, ouverte à tous et chargée d'organiser le lien entre les chercheurs et la population, dans un esprit de diffusion des savoirs et de réflexion citoyenne sur leur usage
- Refonder le financement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour favoriser les financements pérennes plutôt que des appels à projets erratiques, augmenter le budget des universités et assurer une rémunération unifiée
- Abroger les lois LRU et Fioraso pour :
- Reconstruire une offre cohérente de formations d'enseignement supérieur sur tout le territoire, y compris dans les villes moyennes, et pilotées nationalement. Les ComUE, regroupements forcés, seront dissoutes
- Arrêter le féodalisme des présidents d'universités pour une direction démocratique et collégiale des universités, pour des procédures transparentes d'attributions des postes d'enseignants-chercheurs, pour mettre un terme à la concurrence entre universités, dont la concurrence malsaine pour les financements, ainsi qu'à l'évaluation permanente, chronophage et bureaucratique, au profit d'une évaluation scientifique
- Mettre fin à la précarité des doctorants et jeunes chercheurs par la titularisation des personnes effectuant des missions pérennes
- Permettre aux universités publiques d'accéder gratuitement aux articles de leurs chercheurs sans enrichir les revues et bases de données privées
- Créer une nouvelle section économie et société du Conseil national des universités, pour assurer le pluralisme dans l'enseignement et la recherche économique et sociale
- Remettre en cause la dualité entre grandes écoles et universités en les intégrant et en égalisant les moyens octroyés

Merci de nous avoir donné la parole sur ces sujets. Je vous prie d'agréer mes cordiales salutations.